la cgt transports

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Face aux menaces de l'extrême-droite sur les livreurs : les plateformes et le gouvernement doivent prendre leurs responsabilités !

Alors que des menaces et appels à agressions ciblant les livreurs et livreuses des plateformes ont été rendues publiques, les réponses des plateformes et du gouvernement démontrent une fois de plus un manque de volonté pour protéger les travailleurs et travailleuses les plus précaires.

Les auteurs de ces menaces à caractère raciste doivent être identifiés, poursuivis et faire face à leurs responsabilités vis-à-vis des juridictions compétentes.

En effet, les agressions racistes font malheureusement partie du quotidien de nombre de livreurs.
Celles et ceux-ci sont contraints de travailler dans des conditions toujours plus dégradées, et un grand nombre d'entre elles et eux sont privés de titre de séjour et subissent une situation de double-exploitation.

Une situation inacceptable connue des plateformes et des pouvoirs publics.

Dans ces conditions, comment assurer des moyens de prévention permettant d'assurer que les livreurs ne subissent pas d'agressions racistes ? Les plateformes ne se considèrent pas comme employeurs et imposent aux livreurs le statut de micro-entrepreneur. Exercer ce qui s'apparenterait à un droit de retrait signifierait donc être privé de revenus et se mettre en défaut vis-à-vis de la plateforme ! Comment penser par ailleurs qu'un livreur en situation irrégulière oserait porter plainte suite à une agression dont il ou elle aurait été victime ?

Face à cette réalité gravissime, la Fédération CGT des Transports tient à rappeler que le gouvernement doit prendre ses responsabilités et assurer que les livreurs bénéficient d'un niveau de droits au moins comparable à ceux du Code du travail. La transcription de la directive européenne « travailleurs de plateforme » constitue l'une des pistes de travail qui permettrait d'assurer le respect d'un niveau de droits minimum permettant de garantir l'intégrité physique et morale des travailleurs. Transcription pour laquelle le gouvernement a déjà pris du retard.

La Fédération CGT des Transports appelle les plateformes à débloquer de réels moyens permettant d'assurer la sécurité des livreuses et des livreurs, et à faire part de ces garanties.

Par ailleurs, le gouvernement et le Ministère du Travail doivent également prendre leurs responsabilités, au-delà de simples tweets ou déclarations publiques.

Enfin, fidèle à son histoire, la Fédération CGT des Transports appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs et travailleuses contre les forces d'extrême-droite qui les menacent. L'extrême-droite démontre une fois de plus qu'elle est un poison pour la classe ouvrière.

La Fédération CGT des Transports appelle l'ensemble des livreurs et livreuses à s'organiser avec la CGT pour décider de leurs revendications et des luttes à mener.

Montreuil, le 10 novembre 2026